



Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

**Commission du développement social  
Cinquante-quatrième session**

3-12 février 2016

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement  
social et à la vingt-quatrième session extraordinaire  
de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser  
et renforcer le développement social  
dans le monde contemporain**

**Déclaration présentée par Curia Generalizia Agostiniana  
et Passionists International, organisations non gouvernementales  
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique  
et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\*La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

15-19463X (F)



Merci de recycler



## Déclaration

### **Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain avec un accent sur les migrations**

Augustinians International et Passionists International, deux organisations non gouvernementales accréditées auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, sont convaincues que pour repenser le développement social dans le monde contemporain, il importe de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, de l'inégalité et de l'injustice. Les migrations constituent l'un des domaines particulièrement importants où les causes profondes de la pauvreté, de l'inégalité et des injustices entravent le développement social. C'est pourquoi Augustinians International et Passionists International accueillent favorablement chacun des objectifs de développement durable dont aucun ne peut être réalisé si la justice n'est pas garantie au plan national et international pour les 232 millions de migrants.

Compte tenu du cadre général du Programme 2030 qui vise à « ne laisser personne à la traîne », nous pensons que le développement centré sur l'humain, l'ouverture, l'égalité et l'équité et les valeurs de justice sociale doit nécessairement inclure toutes les franges de la société, y compris les migrants dans leur diversité. En tant que processus mondial, les migrations constituent aujourd'hui à la fois un atout et un défi. Selon de nombreuses études, les migrations favorisent un important développement économique et la création de nouvelles possibilités dans le pays d'origine et le pays d'accueil. Les migrants et les membres de la diaspora sont des « acteurs de développement » dans leurs pays qui reçoivent d'eux d'importantes ressources sous la forme de transfert de connaissances, de possibilités, de fonds, d'investissements et de dons. D'ici la fin de 2015, les transferts officiels de fonds pourraient atteindre 500 milliards de dollars. Ces fonds contribuent de manière significative à l'éradication de la pauvreté puisqu'ils représentent des sources de financement stables pour la subsistance des familles. Cet apport est reconnu dans les objectifs de développement durable et dans le Programme d'action d'Addis-Abeba. Les nombreuses contributions des migrants au développement sont assorties d'une multitude de risques et de défis liés aux migrations, notamment les violations des droits de l'homme, la perte de cohésion sociale et l'insécurité.

Augustinians International et Passionists International se félicitent de l'attention toute particulière accordée à la question des migrations dans la déclaration et les cibles du Programme 2030, notamment la nécessité de défendre et de protéger les droits des migrants dans toutes les situations indépendamment de leur statut. Nous accueillons avec satisfaction la déclaration accompagnant les objectifs de développement durable comportant explicitement la mention suivante : « Nous coopérerons à l'échelle internationale pour faire en sorte que les migrations se déroulent en toute régularité, dans la sécurité et en bon ordre, dans le plein respect des droits de l'homme et de l'obligation de traiter avec humanité les migrants, réguliers ou irréguliers, les réfugiés et les déplacés » (par. 23,25, 29). Reconnaissant les sept cibles qui renvoient explicitement aux migrants et aux migrations (cibles 5.2, 8.7, 8.8, 10.7, 10.c, 16.2, 17.18), nous sommes fermement convaincues que les autres objectifs et cibles concernent également les migrations ou les déplacements, car ils renvoient à tous les êtres humains et ciblent les populations vulnérables – la Déclaration du Programme indique clairement qu'ils renvoient aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Nous estimons qu'il est nécessaire de maîtriser les plusieurs facettes des migrations dans le monde contemporain. Les migrations peuvent prendre plusieurs formes avec différentes répercussions, être éventuellement reliées à d'autres domaines caractérisés par une injustice en matière de développement social et avoir des effets indirects sur les générations futures. Certains migrants veulent quitter leur pays en raison de la guerre ou d'autres formes de violence, des inégalités économiques, de la persécution, de la dégradation environnementale ou des catastrophes naturelles. Certains migrants cherchent temporairement à améliorer leurs conditions de vie. D'autres sont des étudiants qui quittent une situation stable pour étudier ailleurs en raison des avantages en matière d'enseignement. D'autres se déplacent d'un lieu à un autre dans le même pays. Les gens de mer représentent un type spécial de population mobile. Les victimes du trafic d'êtres humains sont généralement des personnes mobiles. En résumé, les facteurs de migration peuvent être de caractère facultatif (ex. : recherche de meilleures possibilités, regroupement familial) ou par nécessité (en raison de menaces diverses, que ce soit socio-économiques, politiques ou environnementales).

Certes, chaque type de migration a ses spécificités, avec ses causes et conséquences particulières, et requiert des stratégies adaptées; mais les migrations ont toutes des traits communs mais en raison de leurs spécificités, chacune nécessite d'être traitée en repensant et en renforçant le développement social. En d'autres termes, les migrants en général peuvent pâtir d'une mauvaise politique de développement et de politiques sociales médiocres, mais ils peuvent également être des acteurs du développement à tous les niveaux, que ce soit dans leur pays, dans les pays de transit ou dans les pays de destination.

Nous pensons que s'il existe un où le développement social et les migrations se croisent, c'est bien dans les villes du monde. Le véritable test de la gestion des migrations et des migrants ainsi que des enjeux liés à ceux-ci s'observe dans les villes et au niveau des autorités. La plupart des personnes qui fuient ou quittent leur pays et territoires en quête d'une vie meilleure achèvent souvent leurs courses dans les villes. Ce phénomène contribue à l'émergence de villes avec une identité et une diversité en constante évolution. Les migrants représentent l'un des groupes les plus vulnérables, mais aussi les plus importants, dans la vie et l'organisation d'une ville, notamment les enfants et les femmes, contre lesquels les pires abus sont commis (exploitation, discrimination, violence et violations des droits de la personne). L'accès aux services essentiels tels que la santé, le logement, la justice et l'éducation, est encore refusé à bon nombre d'entre eux. Les statistiques révèlent que les ménages de personnes nées à l'étranger rencontrent plus de problèmes pour se loger et peuvent même se retrouver dans des habitations surpeuplées et insalubres. De nombreuses familles de migrants et de réfugiés sont souvent confrontées à des obstacles infranchissables, y compris pour inscrire leurs enfants à l'école. Comme l'a signalé le New York Times dans son édition du 22 octobre 2014, « pour certains enfants d'immigrants, l'accès à l'école est plus difficile que l'accès au pays lui-même ». La situation est pire pour les migrants sans papiers.

Augustinians International et Passionists International condamnent fermement les politiques de développement qui ne tiennent pas compte de la personne humaine, qui font le lit d'une xénophobie qui, à son tour, banalise la tragédie des milliers de personnes fuyant la guerre et la persécution, ou de celles qui se déplacent de leur propre gré. Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant la situation désespérée des migrants en Europe et au Moyen-Orient. Nous condamnons toute migration forcée

et les risques importants auxquels sont confrontés les migrants qui fuient les dangers dans leur pays et qui sont à la recherche d'un refuge ou d'un asile. Nous estimons que des politiques à long terme et une assistance humanitaire immédiate doivent faire partie des solutions au problème des migrations forcées aujourd'hui. Des politiques frontalières plus respectueuses et justes, et la protection de tous les migrants en transit, notamment ceux en difficulté, devraient être animées par la dimension humanitaire et non pas politique.

Pour repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain sous l'angle des migrations, il est impératif de s'inspirer des objectifs de développement durable. Cela requiert que soient réalisées toutes les cibles se rapportant aux migrations et que soient atteints tous les objectifs et les cibles concernant les migrants, quel qu'en soit le statut. Ainsi, toutes les villes et les régions doivent être inclusives, sûres, résilientes et durables (objectif n° 16). L'urbanisation qui place l'homme au centre des préoccupations peut contribuer à rendre nos villes sûres et accueillantes pour tout le monde indépendamment de leur statut de migrant. Les migrants, à l'instar de tous les habitants d'une ville, doivent pouvoir bénéficier d'un logement abordable, d'un environnement propre, d'un travail décent, de services de santé et, surtout, d'une protection de leurs droits fondamentaux.

Nous recommandons que l'accent soit mis sur des politiques nationales et internationales pour un flux sûr et efficace des transferts de fonds afin d'optimiser l'impact sur la croissance et le développement économiques. Il importe de mettre en place des cadres réglementaires favorables pour la surveillance de tous les corridors d'envoi de fonds en veillant à ce qu'ils se conforment tous au plafond proposé de 3 % pour les frais d'envoi et supprimer tout monopole. Nous pensons que les États Membres pourraient ramener les coûts d'envois de fonds à 1 % d'ici à 2025, et financer les projets d'investissement transfrontaliers des migrants et de la diaspora. Par-dessus tout, des efforts consciencieux visant à s'attaquer aux causes profondes et des alternatives aux migrations forcées et dangereuses doivent s'inscrire dans cette vision d'une migration de choix et non de nécessité.

Enfin, nous soutenons le contenu des articles 72 et 74 du Programme 2030 selon lesquelles « un cadre de suivi et d'examen solide, volontaire, efficace, participatif, transparent et intégré apportera une contribution essentielle à l'exécution du Programme pour faire en sorte que nul ne reste à la traîne... ». Des partenariats avec la société civile et un meilleur suivi des objectifs de développement durable peuvent jouer des rôles interdépendants. À cet égard, Augustinians International et Passionists International recommandent que des mécanismes juridiques soient prévus dans le système en sorte que les organisations de la société civile puissent bénéficier de financements afin qu'elles puissent se doter d'outils de mise en œuvre et d'évaluation dont elles rendront compte dans des rapports parallèles.